

EVIDENCE

OTTAWA, Wednesday, October 29, 2025

The Standing Committee on Audit and Oversight met with videoconference this day at 1:30 p.m. [ET], to supervise and report on the Senate's internal and external audits and related matters and, in camera, for consideration of a draft report.

Senator Marty Klyne (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Honourable senators, Ms. Fortin and Mr. Plamondon, I declare this meeting in order. I am Marty Klyne, a senator from Saskatchewan and Chair of the Standing Committee on Audit and Oversight.

Before we begin, I will ask all senators and other in-person participants to consult the cards on the table for guidelines to prevent audio feedback incidents.

Please make sure to keep your earpiece away from all microphones at all times. Do not touch the microphone. It will be turned on and off by the console operator. Please avoid handling your earpiece while your microphone is on. You may either keep it on your ear or place it on the designated sticker in front of you on your desk. Thank you all for cooperation in this regard.

Participating in today's meeting are Senator Tony Loffreda, deputy chair from Quebec; Senator Colin Deacon, deputy chair from Nova Scotia; Ms. Hélène Fortin, external member from Quebec; and Mr. Robert Plamondon, external member from Ontario.

For everyone's awareness, staff from committee members' offices may also be participating in this hybrid meeting.

We will begin with our first agenda item, which is referencing the external audit. Today, we will be meeting with the external auditor on the financial statement audit results for the fiscal year ending March 31, 2025.

From Ernst & Young, we welcome Suzanne Gignac, Partner, Assurance Services; and Sonia Leblanc, Partner, Assurance Services. Thank you both for being here today.

From the Senate Administration, we welcome Pascale Legault, the Chief Corporate Services Officer; from the Senate Finance and Procurement Directorate, Isabelle Ricard, Chief Financial Officer; and Nathalie Charpentier, Comptroller and Deputy Chief Financial Officer. I was expecting someone in attendance here as an observer, but that might happen later.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mercredi 29 octobre 2025

Le Comité sénatorial permanent de l'audit et de la surveillance se réunit aujourd'hui, à 13 h 30 (HE), avec vidéoconférence, pour superviser et faire rapport sur les audits internes et externes du Sénat et les questions connexes et, à huis clos, pour étudier une ébauche de rapport.

Le sénateur Marty Klyne (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Honorables sénateurs, madame Fortin, monsieur Plamondon, je déclare la séance ouverte. Je suis Marty Klyne, sénateur de la Saskatchewan et président du Comité sénatorial permanent de l'audit et de la surveillance.

Avant de commencer, je voudrais demander à tous les sénateurs et aux autres participants présents en personne de consulter les cartes sur la table pour prendre connaissance des directives visant à prévenir les incidents de rétroaction acoustique.

Veillez vous assurer de garder votre écouteur éloigné de tous les microphones en tout temps. Veuillez ne pas toucher le microphone. Il sera activé et désactivé par l'opérateur de console. Veuillez éviter de manipuler votre écouteur lorsque le microphone est activé. Vous pouvez soit le garder dans votre oreille, soit le placer sur l'autocollant prévu à cet effet, qui se trouve devant vous, sur la table. Je vous remercie tous de votre collaboration à cet égard.

Les participants à la réunion d'aujourd'hui sont le sénateur Tony Loffreda, vice-président, du Québec; le sénateur Colin Deacon, vice-président, de la Nouvelle-Écosse; Mme Hélène Fortin, membre externe du Québec, et M. Robert Plamondon, membre externe de l'Ontario.

À titre d'information, le personnel des bureaux des membres du comité peut également participer à cette réunion hybride.

Nous commencerons par le premier point à l'ordre du jour, qui concerne l'audit externe. Aujourd'hui, nous rencontrerons le vérificateur externe afin de discuter des résultats de l'audit des états financiers pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025.

Nous accueillons des représentantes du Service de certification d'Ernst & Young : Mmes Suzanne Gignac et Sonia Leblanc, toutes deux associées. Merci d'être ici aujourd'hui.

Nous avons également parmi nous des représentantes de l'Administration du Sénat : Mme Pascale Legault, dirigeante principale des services corporatifs; Mme Isabelle Ricard, dirigeante principale des finances à la Direction des finances et de l'approvisionnement; et Mme Nathalie Charpentier, contrôleur et dirigeante principale adjointe aux finances à la

The oversight of external audit work is a core responsibility of our committee. At our October 8 meeting, the committee had an opportunity to discuss the audit results from Ernst & Young, which summarizes Ernst & Young's audit work and conclusions on the financial statements.

Since our previous meeting, the committee has also received the Senate financial statements for the year ended March 31, 2025, and management's annual financial highlights, which is an internal report received for information.

Before I turn the floor over to Ernst & Young, I want to emphasize that Ms. Gignac and Ms. Leblanc will only be talking about the 2025 audit results and the financial statements today. I now invite Ms. Leblanc and Ms. Gignac to make their opening remarks. The floor is yours.

Sonia Leblanc, Partner, Assurance Services, Ernst & Young LLP: Thank you very much. I'm happy to be here in front of the committee again. We had made a preliminary presentation a couple of weeks ago. We understand and trust that AOVs has received the financial statements.

Since our last presentation, we issued our audit opinion on the Senate's financial statements as of March 31, 2025. It is a clean opinion, as anticipated, so no modifications. We have completed all of our audit procedures up to the date of the CIBA meeting from last week. There are really no additional observations or issues that arose from the procedures we had to extend up to that date.

In summary, our audit was completed in accordance with our communicated audit strategy and plan, and no significant corrected or uncorrected misstatements were identified.

We also did not identify any significant deficiencies and controls to bring to your attention, and as a result, we do not intend to issue a management letter for this year.

Our areas of audit emphasis are also in line with those presented in our plan. Maybe just for recollection, we did perform substantive procedures over services received without charge, accounts payable, accrued liabilities, vacation pay and compensatory leave, salaries and benefits, as well as administrative expenses and other operating expenses. There are no significant risks identified in our audit other than the

Direction des finances et de l'approvisionnement. Je pensais que quelqu'un assisterait à la réunion en tant qu'observateur, mais ce sera peut-être plus tard.

La surveillance des travaux d'audit externe est l'une des principales responsabilités de notre comité. Lors de notre réunion du 8 octobre, le comité a eu l'occasion de discuter des résultats de l'audit réalisé par Ernst & Young, qui constituent une synthèse des travaux d'audit et des conclusions d'Ernst & Young sur les états financiers.

Depuis notre dernière réunion, le comité a également reçu les états financiers du Sénat pour l'exercice financier clos le 31 mars 2025, ainsi que les points saillants des états financiers annuels de la direction, soit un rapport interne fourni à titre d'information.

Avant de céder la parole aux représentantes d'Ernst & Young, je tiens à souligner que Mmes Gignac et Leblanc ne parleront aujourd'hui que des résultats de l'audit de 2025 et des états financiers. J'invite maintenant Mmes Leblanc et Gignac à faire leur déclaration préliminaire. La parole est à vous.

Sonia Leblanc, associée, Service de certification, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. : Merci beaucoup. Je suis heureuse de revenir devant le comité. Nous avons fait une déclaration préliminaire il y a quelques semaines. Nous comprenons que le comité AOVs a reçu les états financiers.

Depuis notre dernier exposé, nous avons présenté notre opinion d'audit sur les états financiers du Sénat au 31 mars 2025. Comme prévu, il s'agit d'une opinion sans réserve, donc aucune modification n'est nécessaire. Nous avons terminé toutes nos procédures d'audit en date de la réunion du comité CIBA de la semaine dernière. Aucune observation ou question supplémentaire n'a découlé des procédures que nous avons dû prolonger jusqu'à cette date.

En résumé, notre audit a été réalisé conformément à la stratégie et au plan d'audit que nous vous avons communiqués, et aucune inexactitude significative, corrigée ou non corrigée, n'a été constatée.

Nous n'avons également pas relevé de déficiences ou de problèmes liés au contrôle à porter à votre attention et, par conséquent, nous n'avons pas l'intention d'émettre de lettre de recommandation pour cette année.

De plus, les aspects importants de notre audit concordent avec ceux qui étaient présentés dans notre plan. À titre de rappel nous avons mis en œuvre des procédures de corroboration sur les services reçus gratuitement, les comptes créditeurs, les charges à payer, les indemnités de vacances et les congés compensatoires, les salaires et les avantages sociaux, ainsi que les dépenses administratives et autres dépenses d'exploitation. Notre audit n'a

presumed risk of management override, which we addressed via journal entry testing, as well as other data analytics on the general ledger of the Senate.

I will pause here and open the floor to questions.

The Chair: Thank you for that presentation. Before we open the floor to questions, as I mentioned earlier, the auditors are here to talk about the 2025 audit results and the financial statements. I would like to remind committee members that we are in public. We all have the opportunity to meet with the auditors in camera without any staff present after the first portion of the meeting.

Senator Loffreda: Thank you, Suzanne and Sonia, for being here, as well as Isabelle, Nathalie and Pascale. I'm sure Pascale misses us.

You did say there are no significant risks. I am always concerned because I see more and more, across many enterprises across government, the increase of cybersecurity and financial systems integrity risk. How did you consider that in your audit work? Just elaborate on that. I want to be reassured it's not a significant risk going forward.

Ms. Leblanc: In terms of the risks for any technology of information used in the preparation of the financial statements, we are required to perform some procedures to gain an understanding of, first, what technologies are used and what could be the potential impact or involvement of technology in the preparation of the financial information. During that process, we look at the controls in place, for instance, around access controls and change management controls. If I oversimplify it, we look at, for instance, what systems are being leveraged as part of the financial processes, and what access and change management controls are in place for all of those systems. As a result, we inform our risk assessment. No significant deficiency or risks were identified during that phase.

It's important to note that we do not test the operating effectiveness of those controls. We ensure that we gain an understanding of them. We confirm that they are a design and that the design is appropriate.

In terms of the second part of your question around cyber risk, we gain an understanding, again, on the risks, and we focus on the financial reporting systems and financial information, not all data broadly handled by the Senate. Our procedures are focused

révélé aucun autre risque significatif que le risque présumé de contournement des contrôles par la direction, auquel nous avons répondu au moyen de tests des écritures de journal et d'autres analyses de données sur le grand livre général du Sénat.

Je vais m'arrêter ici et laisser les membres du comité poser leurs questions.

Le président : Je vous remercie de votre exposé. Avant de passer aux questions, je répète que les vérificatrices sont ici pour parler des résultats de l'audit de 2025 et des états financiers. Je tiens à rappeler aux membres du comité que nous sommes en séance publique. Nous aurons tous l'occasion de rencontrer les vérificatrices en séance à huis clos, sans la présence du personnel, après la première partie de la réunion.

Le sénateur Loffreda : Je vous remercie de votre présence, mesdames Gignac et Leblanc. Merci à vous aussi, mesdames Ricard, Charpentier et Legault. Je suis sûr que nous manquons à Mme Legault.

Vous avez dit qu'il n'y avait pas de risques significatifs. Je suis toujours inquiet, car je constate que, dans de nombreuses entreprises et dans l'administration publique, les risques liés à la cybersécurité et à l'intégrité des systèmes financiers augmentent. Comment en avez-vous tenu compte dans le cadre de votre audit? J'aimerais que vous nous en disiez plus à ce sujet. Je voudrais avoir l'assurance qu'il ne s'agit pas d'un risque important pour l'avenir.

Mme Leblanc : En ce qui concerne les risques liés à toute technologie de l'information utilisée dans la préparation des états financiers, nous sommes tenus de mettre en œuvre certaines procédures afin de comprendre, tout d'abord, quelles technologies sont utilisées et quelles répercussions la technologie pourrait avoir dans la préparation des renseignements financiers. Au cours de ce processus, nous examinons les contrôles mis en place, par exemple, quant à l'accès et à la gestion des changements. Si je simplifie quelque peu, nous examinons notamment les systèmes qui sont utilisés dans le cadre des processus financiers et les contrôles d'accès et de gestion des changements qui ont été mis en place pour tous ces systèmes. Nous en tirons ensuite des conclusions pour notre évaluation des risques. Nous n'avons pas constaté de lacune ou de risque importants pendant cette phase.

Il est important de souligner que nous ne vérifions pas l'efficacité du fonctionnement de ces contrôles. Nous nous assurons simplement de bien les comprendre. Nous confirmons qu'ils sont bien conçus.

En ce qui concerne le deuxième élément de votre question, à savoir les cyberrisques, nous nous efforçons, là encore, de bien comprendre les risques et nous nous concentrons sur les systèmes de rapports financiers et les renseignements financiers,

around those systems. Again, there was no significant risk identified for cyber, and we were also not aware of any cyber incident or breaches that were brought to our attention.

Senator Loffreda: We are in a dynamic world, things are changing every day, and the way fraud or cyber fraud is executed changes. Have you seen any change in the internal controls during the last audit or over the last year? Should there be any change of some of the internal controls given the reality of the risks we are talking about and how dynamic they are?

Ms. Leblanc: No changes to the relevant controls that we look at as part of our audit for financial reporting. It is a valid point. Risks are continuously evolving. From our perspective, the control framework for the financial reporting process of the Senate is pretty strong. We do believe it continues to be appropriate to detect and identify material misstatements.

Robert Plamondon, External Committee Member: Thanks for the report and for the credibility you add to the financial statements of the Senate of Canada by expressing an opinion on those statements. It is a clean opinion. We would expect a clean opinion in almost all circumstances.

It would be very unusual not to have a clean audit opinion, but it's good to have a third party, independent opinion on our financial statements that ensures we're following generally accepted accounting principles, and you follow generally accepted auditing standards.

The financial statements as presented are relatively high level. There's not a lot of detail in the financial statements, as you would expect. You're reporting within balance of materiality.

The benefit of the material we have in front of us, or the real value, is the financial highlights report where management has provided, at a fairly detailed level, explanations about the changes in numbers year over year.

They look at the comparisons to budget, the reasons why we're over and under budget, the reasons why we are over and above prior year. That gives us meaningful insight into the operations of the Senate. I don't think you can look at one without the other and draw a conclusion. I think you need both in order to get a complete understanding or, for most people, the level of understanding they need for the way the Senate's finances are done. I wanted to salute management for the

et non sur l'ensemble des données traitées par le Sénat. Nos procédures sont axées sur ces systèmes. Encore une fois, aucun risque important n'a été relevé en matière de cybersécurité, et aucune cyberattaque, aucun cyberincident n'ont été portés à notre attention.

Le sénateur Loffreda : Nous vivons dans un monde dynamique, dans lequel les choses changent chaque jour, notamment les méthodes utilisées pour commettre des fraudes ou des cyberfraudes. Avez-vous constaté des changements dans les contrôles internes lors du dernier audit ou au cours de la dernière année? Devrait-on modifier certains contrôles internes compte tenu des risques bien réels dont nous parlons et de leur caractère changeant?

Mme Leblanc : Aucun changement n'a été apporté aux contrôles pertinents que nous examinons dans le cadre de notre audit sur l'information financière. C'est un bon point. Les risques évoluent constamment. De notre point de vue, le cadre de contrôle du processus d'information financière du Sénat est assez solide. Nous estimons qu'il demeure approprié pour détecter les anomalies significatives.

Robert Plamondon, membre externe du comité : Je vous remercie pour votre rapport et pour la crédibilité que vous apportez aux états financiers du Sénat du Canada en émettant une opinion à leur sujet. Il s'agit d'une opinion sans réserve. Nous nous attendons à recevoir une opinion sans réserve dans presque toutes les circonstances.

Il serait très inhabituel de ne pas recevoir une opinion sans réserve, mais il est bon d'obtenir une opinion indépendante d'une tierce partie sur nos états financiers qui garantit que nous suivons les principes comptables généralement reconnus et que vous suivez les normes d'audit généralement reconnues.

Les états financiers présentés sont plutôt généraux. Ils sont peu détaillés, comme on peut s'y attendre. Vous présentez l'information dans le respect du principe de l'importance relative.

La valeur de l'information qui nous est présentée, ou son importance réelle, réside dans le document intitulé *Points saillants des états financiers audités* dans lequel la direction fournit des explications assez détaillées sur l'évolution des chiffres d'une année sur l'autre.

On y trouve des comparaisons par rapport au budget, les raisons pour lesquelles on a dépassé le budget ou on est en dessous du budget, les raisons pour lesquelles le budget de l'année précédente a été dépassé. Nous avons ainsi un bon aperçu des opérations du Sénat. Je ne pense pas qu'on puisse examiner l'un sans l'autre et en tirer des conclusions. Je pense qu'il faut les deux pour comprendre complètement ou, pour la plupart des gens, pour comprendre suffisamment comment les

financial highlights report, which I think is critical. I wish to draw attention to it.

I have a couple of questions on that. This will seem simple, but I have a formatting question on the financial statements themselves. If I look to the statement of operations — which, in the package, is on page 7 but it's on page 2 — it's nice to see at the bottom line we have a net surplus for the year. In other words, our funding was greater than our cost of operations.

Normally, when you see a bottom line consistent with the description, that surplus, you don't have the brackets around it. Normally, the brackets are contrary to what you would expect. If it was a loss, you would see brackets around it. This is a surplus, which is what the line describes.

Is there a reason there are brackets there as opposed to no brackets? It triggered me as if something seems wrong here, but it's not.

The Chair: Thank you, Mr. Plamondon.

Did you have a response or comment?

Ms. Leblanc: It's probably for consistency, I think, for year over year. If there was a year where it was a deficit but showed as a positive.

Mr. Plamondon: There is no deficit in either year here.

Pascale Legault, Chief Corporate Services Officer, Senate of Canada: The other financial statements we're looking at are normally starting with sales, then expenses, then you get the net, which is normally a profit you're expecting.

Here we're looking at expenses. Then we have the funds provided for. If you're doing \$163 million minus \$165 million, you're getting a negative of \$2 million. That's why it's in brackets, because it's considered a negative.

I agree with you. This is more a style and preference. I'm sure our auditors would not change their opinion if we decided to remove the brackets.

Mr. Plamondon: No.

Ms. Legault: We would do it for both years. I agree it needs to be consistent. That was the preference of the past. We can definitely adjust if this is the preference going forward.

finances du Sénat sont gérées. Je tiens à féliciter la direction d'avoir fourni le document sur les points saillants, qui est essentiel à mon avis. Je souhaite attirer l'attention là-dessus.

J'ai deux ou trois questions à ce sujet. Cela peut sembler simple, mais j'ai une question sur la présentation des états financiers proprement dits. Si je regarde l'état des résultats — qui se trouve à la page 7 du dossier, mais c'est à la page 2 —, je constate avec satisfaction que nous avons un surplus net pour l'année. Autrement dit, notre financement a été supérieur à nos coûts de fonctionnement.

Normalement, quand on voit un résultat net qui correspond à la description, ce surplus, il n'apparaît pas entre parenthèses. En général, les parenthèses indiquent le contraire. S'il s'agissait d'une perte, on la mettrait entre parenthèses. Il s'agit ici d'un surplus, ce que décrit la ligne.

Y a-t-il une raison pour laquelle il y a des parenthèses alors qu'il n'y en aurait pas normalement? J'ai eu l'impression que quelque chose clochait, mais ce n'est pas le cas.

Le président : Merci, monsieur Plamondon.

Aviez-vous une réponse à la question ou une observation à faire?

Mme Leblanc : Je pense que c'est probablement pour assurer la cohérence d'une année à l'autre. Il se peut que, pour une année donnée, il y ait eu un déficit, mais qu'il ait été présenté comme un surplus.

M. Plamondon : Il n'y a pas de déficit pour aucune des deux années ici.

Pascale Legault, dirigeante principale des services corporatifs, Sénat du Canada : Les autres états financiers que nous examinons commencent généralement par les ventes, puis viennent les charges, puis le résultat net, qui correspond normalement au bénéfice escompté.

Ici, nous avons les charges. Ensuite, nous avons le financement fourni. Si vous faites 163 millions de dollars moins 165 millions de dollars, vous obtenez un résultat négatif de 2 millions de dollars. C'est pourquoi le montant est entre parenthèses, car il est considéré comme négatif.

Je suis d'accord avec vous. C'est plutôt une question de style et de préférence. Je suis certaine que nos vérificatrices ne changeraient pas leur opinion si nous décidions de supprimer les parenthèses.

M. Plamondon : Non.

Mme Legault : Nous le ferions pour les deux années. Je suis aussi d'avis que le tout doit être cohérent. C'était l'option privilégiée dans le passé. Nous pouvons certainement nous adapter si l'on veut apporter ce changement.

Mr. Plamondon: As a follow up to that, normally in a not-for-profit — let's say a hospital — you would have surplus, brackets, deficit for the year. One would trigger the other. From a formatting perspective, it struck me as odd.

The more substantive question I had is that there is a significant change described in note 5 to the financial statements, which is related to the transfer of assets to the Senate from related parties. This has resulted in a significant change in, for example, our informatics which, on a net book-value basis, has doubled over the course of the year. It has resulted in a rather large change in our net financial position. We've got a much stronger net financial position because of the assets that are being transferred in.

In note 5, it says the Senate will be transferred tangible capital assets from a related party over the coming years and, in some cases, the use of these assets by the Senate has already begun. I imagine this is more a question for Ms. Legault. What is the nature of those transfers? What has led to this change?

Ms. Legault: Public Services and Procurement Canada, or PSPC, is the organization that prepares assets for the Senate. When we moved into the Senate of Canada Building, they purchased a number of assets. Once it becomes our responsibility, it is transferred to the Senate. That is the general explanation. It usually comes from them when we receive a transfer of assets, but that's in general.

I don't know if there is anything specific we want to say about the current year in the different categories of transfer of assets we've received.

Mr. Plamondon: I'm looking, for example, at informatics. Our net book value doubled over the course of the year. This is all a transfer, or was there a significant purchase? That's the category where the change is material.

If you look at page 18 of the material, page 13 of the financial statements, net book value, informatics hardware went from \$3.4 million to over \$6 million. It also came up when I looked at the cash flow statement.

You have the acquisition of tangible capital assets, again at a rather large level.

Ms. Legault: Here we're talking about acquisition, not necessarily transfer of assets, right?

Mr. Plamondon: They're impacted by both.

Ms. Legault: The transfers are fairly small in this category, if we look at what has been transferred for informatics, we're talking about close to \$50,000. Are we looking at the same number? I want to make sure.

M. Plamondon : Par ailleurs, sur le même sujet, dans une organisation à but non lucratif — par exemple un hôpital —, on aurait normalement le surplus, le déficit entre parenthèses, pour l'année. L'un amènerait l'autre. La présentation m'a semblé étrange.

La question de fond que je me posais porte sur un changement important qui est décrit dans la note 5 qui accompagne les états financiers. C'est lié au transfert d'actifs au Sénat par des apparentés. Cela a entraîné un changement important, par exemple, pour notre matériel informatique qui, sur la base de la valeur comptable nette, a doublé au cours de l'année. Cela a changé de façon assez importante notre situation financière nette, qui est beaucoup plus solide grâce aux actifs qui sont transférés.

À la note 5, on indique que le Sénat se verra transférer des immobilisations corporelles par des apparentés au cours des prochaines années et, dans certains cas, l'utilisation de ces biens par le Sénat a déjà commencé. J'imagine que cette question s'adresse davantage à Mme Legault. Qu'est-ce qui caractérise ces transferts? Qu'est-ce qui a mené à ce changement?

Mme Legault : Services publics et Approvisionnement Canada, ou SPAC, est l'organisme qui prépare les actifs pour le Sénat. Lorsque nous avons déménagé dans l'édifice du Sénat du Canada, il a acheté un certain nombre de biens. Une fois que cela devient notre responsabilité, les biens sont transférés au Sénat. C'est l'explication générale. C'est en général SPAC qui nous transfère des biens.

Je ne sais pas s'il y a quelque chose de particulier à dire au sujet de l'année en cours pour les différentes catégories de transfert d'actifs que nous avons reçus.

M. Plamondon : Par exemple, il y a le matériel informatique. La valeur comptable nette a doublé au cours de l'année. S'agit-il uniquement d'un transfert, ou y a-t-il eu un achat important? C'est dans cette catégorie que le changement est important.

Si vous regardez à la page 18 du document, à la page 13 des états financiers, la valeur comptable nette du matériel informatique est passée de 3,4 millions de dollars à plus de 6 millions de dollars. Je l'ai également remarqué en examinant l'état des flux de trésorerie.

Il y a l'acquisition d'immobilisations corporelles, là encore à un niveau assez élevé.

Mme Legault : Nous parlons ici d'acquisition, pas nécessairement de transfert, n'est-ce pas?

M. Plamondon : Les deux ont une incidence.

Mme Legault : Les transferts sont assez modestes dans cette catégorie. Si l'on examine le transfert de matériel informatique, il s'agit d'un montant d'environ 50 000 \$. Parlons-nous du même montant? Je veux m'en assurer.

Mr. Plamondon: I'm looking at note 5.

Ms. Legault: Yes.

Mr. Plamondon: Page 18, page 13 of the financial statements. If you look at the net book value at the bottom of the page.

Ms. Legault: Yes.

Mr. Plamondon: Informatics hardware.

Ms. Legault: That's right. That's driven mainly by acquisition, not transfer of assets.

Mr. Plamondon: That's a significant increase in that category. What was the nature of the acquisitions?

Ms. Legault: For the detail of the acquisition, I am going to ask our CFO. I don't know if we have the information here.

Isabelle Ricard, Chief Financial Officer, Finance and Procurement Directorate, Senate of Canada: Yes, we do, if you give me a moment.

So \$3.8 million was for informatics hardware and software; \$3.1 million was for informatics hardware. It is for the Senate life cycle MOU we have for the network upgrades we did. There is \$2.5 million for the multimedia life cycle project, and \$0.5 million is a pooling of assets that we have when we buy assets less are less than \$8,000, but we group them together. It becomes a pool of assets. It is mostly in informatics hardware.

Mr. Plamondon: The major increase is the \$2.5 million for the media centre?

Ms. Ricard: Yes, multimedia life cycle project.

Mr. Plamondon: I wasn't familiar with it. Thank you.

The Chair: Thank you. I have a question from Ms. Fortin. I'll read her question, and it is within the realm of audit results.

Are there ways the audit process could be more efficient in the future? Why are the statements issued more than six months after the end of the year?

Ms. Leblanc: I can respond from the perspective of the audit. The audit was completed by the end of July. So I think with the current reporting and governance structures, we don't see any immediate way to expedite the process. From our perspective, the audit was done quite shortly after year-end.

M. Plamondon : Je suis à la note 5

Mme Legault : Oui.

M. Plamondon : À la page 18, ou à la page 13 des états financiers. C'est dans la partie « valeur comptable nette » au bas de la page.

Mme Legault : Oui.

M. Plamondon : Matériel informatique.

Mme Legault : C'est exact. Il s'agit principalement d'acquisitions, et non de transferts d'actifs.

M. Plamondon : C'est une augmentation importante pour cette catégorie. En quoi consistaient ces acquisitions?

Mme Legault : Pour les détails des acquisitions, je vais demander à notre dirigeante principale des finances de vous répondre. Je ne sais pas si nous avons cette information ici.

Isabelle Ricard, dirigeante principale des finances, Direction des finances et de l'approvisionnement, Sénat du Canada : Oui, nous l'avons. Donnez-moi un instant.

Ainsi, 3,8 millions de dollars ont été consacrés au matériel informatique et aux logiciels, 3,1 millions de dollars au matériel informatique. Il s'agit du protocole d'entente sur le cycle de vie pour les mises à niveau du réseau au Sénat. Il y a 2,5 millions de dollars pour le projet relatif au cycle de vie du matériel multimédia et 0,5 million de dollars pour des actifs de moins de 8 000 \$ que nous achetons, mais que nous regroupons. Cela devient un groupe d'actifs. Il s'agit principalement de matériel informatique.

M. Plamondon : L'augmentation importante est le montant de 2,5 millions de dollars pour le centre des médias?

Mme Ricard : Oui, c'est le projet multimédia sur le cycle de vie.

M. Plamondon : Je ne le connaissais pas. Merci.

Le président : Merci. J'ai une question de la part de Mme Fortin. Je vais lire sa question, qui porte sur les résultats de l'audit.

Existe-t-il des moyens d'améliorer l'efficacité du processus à l'avenir? Pourquoi les états financiers sont-ils publiés plus de six mois après la fin de l'exercice?

Mme Leblanc : Je peux répondre du point de vue de l'audit. L'audit a été achevé à la fin du mois de juillet. Je pense donc qu'avec les structures de reddition de comptes et de gouvernance, nous ne voyons pas de moyen immédiat d'accélérer le processus. De notre point de vue, l'audit a été réalisé assez rapidement après la fin de l'exercice.

The Chair: For clarity's sake, you referenced something about the way it was flowing from one to another and I didn't catch your terminology.

Ms. Leblanc: In terms of the reporting to governance, so as part of the audit, although the work can all be completed, the financial statements need to be approved before we can issue and release our audit opinion. We understand there is a lot of complexity and a lot of subcommittees involved in the process for an organization like the Senate. So in response to that, I think it adds from when the audit work is completed to when they're actually finalized, issued and available to the public.

The Chair: We'll take that. Are there any other questions or comments?

Senator C. Deacon: I have three small ones. I'll quickly build off of that. When you acquire a new audit client, do you ever give them a list of best practices in terms of what they can do to make sure that everything goes as smoothly as possible and you get to issue the audited financial statements as quickly as possible? Is there something you would provide to new audit clients in that regard? It's a partnership between the two organizations and both sides have to do their best to get this done. I would think your ability to do your job is dependent on their ability to do their job. Just quickly, if you have anything that you can share along those lines, a prepared document or anything that would be included in a proposal, for example, to a new client.

Ms. Leblanc: I think we usually try to have a very customized approach to every single audit because we recognize that every single entity is different, especially in the public sector. So it is true that when we gain a new client, we mainly have a collaborative approach to understand the process that they're following and to try to find and agree on a reasonable audit timeline and process. It's done collaboratively, also recognizing that each client has different resources in terms of their finance team and also has different reporting requirements. Financial statements are one reporting requirement, but we also recognize that all our clients have different reporting requirements.

To answer your question, there is not really an all-encompassing document with best practices. There are publications that we have with best practices, but in terms of a customized one, every client is so unique in terms of the reporting and the resources they have so we wouldn't have a one-size-fits-all answer.

Ms. Legault: I wanted to add and build on both questions relating to the timing of the financial statements. I just need to reiterate that working with EY for the audit, on their side, I think

Le président : Pour que ce soit clair, vous avez parlé de la façon dont le processus passait de la reddition de comptes à la gouvernance, et je n'ai pas compris votre terminologie.

Mme Leblanc : Pour ce qui est de passer de la reddition de comptes à la gouvernance, dans le cadre de l'audit, même si tout le travail est achevé, les états financiers doivent être approuvés avant que nous puissions émettre notre opinion. Nous comprenons que le processus est très complexe et qu'il y a de nombreux sous-comités qui participent au processus d'une organisation comme le Sénat. Je pense donc que cela prolonge le processus entre la fin des travaux d'audit et la publication des états financiers.

Le président : Nous comprenons. Y a-t-il d'autres questions ou commentaires?

Le sénateur C. Deacon : J'ai trois petites remarques à faire. Je vais les formuler rapidement. Quand vous avez un nouveau client audité, lui donnez-vous une liste des pratiques exemplaires à adopter pour veiller à ce que tout se déroule rondement et que vous puissiez publier les états financiers le plus rapidement possible? Fourniriez-vous quelque chose aux nouveaux clients audités en ce sens? Il s'agit d'un partenariat entre les deux organisations, et les deux parties doivent faire de leur mieux pour accomplir le travail. Je pense que votre capacité à faire votre travail dépend de leur capacité à faire le leur. Rapidement, avez-vous quelque chose à nous faire part à ce sujet, un document préparé ou tout autre élément qui pourrait être inclus dans une proposition, par exemple, à un nouveau client?

Mme Leblanc : Je pense que nous essayons habituellement d'adopter une approche très adaptée pour chaque audit, car nous reconnaissons que chaque entité est différente, surtout dans le secteur public. Il est donc vrai que lorsque nous avons un nouveau client, nous adoptons principalement une approche axée sur la collaboration pour comprendre le processus qu'il suit et essayer de s'entendre sur un délai et un processus d'audit raisonnables. C'est un travail de collaboration, et nous tenons compte du fait que chaque client dispose de ressources différentes, que ce soit son équipe chargée des finances et ses exigences en matière de reddition de comptes. Les états financiers constituent une exigence en matière de reddition de comptes, mais nous reconnaissons également que tous nos clients ont des exigences différentes en la matière.

Pour répondre à votre question, il n'y a pas vraiment de document exhaustif qui décrit les pratiques exemplaires. Il y a des publications qui renferment des pratiques exemplaires, mais en ce qui concerne un document personnalisé, chaque client est tellement unique dans sa façon de rendre des comptes et les ressources dont il dispose que nous ne pouvons pas proposer une solution universelle.

Mme Legault : Je voulais ajouter des remarques en réponse aux deux questions portant sur la date de publication des états financiers. Je tiens simplement à répéter que, en ce qui concerne

they are efficient in terms of the continuity of the team and being clear in terms of what documents are required and doing the work as required and as discussed and agreed to.

The financial statements are produced when they are produced and approved due to two major reasons. One of them is a conscious decision to have the work done in the summer and not prioritize this right away in April and May. We have a fairly small finance team dedicated to financial reporting, and what they do at year-end is basically finish the year-end and work on the public accounts and other reports that they have to do. Then as we get to the summer and that workload is reduced, then they can focus on the financial statements.

That is a conscious decision to decide to have the work done in the summer. The financial statements could be ready at the end of the summer for senators to consider, but basically since the Senate is not sitting, it's not considered necessarily good value for money to bring all senators to consider the financial statements, so they consider the financial statements when they come back.

This year, the year of election, getting the committees organized and the subcommittees organized took a little bit of time. They prioritized their file as soon as they could. SEBS met, looked at the financial statements, then it went to CIBA, and now it's coming to AOVS.

So it followed the process that is intended to be followed. I don't think any of this delay is related to E&Y. It is basically the process that was approved.

Senator C. Deacon: We understand that it is not an E&Y delay; it's a Senate delay. So it's three to four months to get to the point of having the audited financial statements and then three to four months to approve the financial statements. I think there is a lot of room for us to improve at our end.

Senator Loffreda: It's clear, I mean, E&Y does it within four months, which is quick enough. It's the Internal Economy Committee that has to approve it. If there was a recommendation to be made, it's CIBA that must approve the statements. It's as clear as that. That was my question there.

But I have another question on the financial statements — the materiality level. Because you do 100% substantive testing, right. You don't rely on compliance testing. Two things: I would like to know the materiality. And the fact that it's 100% substantive testing, how deep do you dive into the internal controls? Given that you do no compliance testing, to what extent do you rely on the internal controls, given the fact that there is no compliance? I remember in my audit days, it was your

la collaboration avec EY pour l'audit, je pense que cette société est efficace pour assurer la continuité de l'équipe, communiquer clairement les documents requis et accomplir le travail qui a fait l'objet de discussions et qui a été convenu.

Les états financiers sont produits et approuvés pour deux principales raisons. La première est une décision délibérée d'accomplir le travail pendant l'été et de ne pas lui accorder la priorité dès avril ou mai. Nous avons une équipe chargée des finances relativement petite qui s'occupe de produire les rapports financiers, et à la fin de l'exercice, elle termine essentiellement le travail et prépare les comptes publics et autres rapports qu'elle doit produire. Puis, à l'approche de l'été, lorsque la charge de travail diminue, elle peut se concentrer sur les états financiers.

Il s'agit d'une décision délibérée d'accomplir le travail pendant l'été. Les états financiers pourraient être prêts à la fin de l'été pour que les sénateurs les examinent, mais comme le Sénat ne siège pas, il n'est pas nécessairement rentable de réunir tous les sénateurs pour examiner les états financiers. Ils le font donc à leur retour.

Cette année, qui était une année électorale, il a fallu un peu de temps pour organiser les comités et les sous-comités. Ils ont classé leurs dossiers par ordre de priorité dès qu'ils ont pu le faire. Le Sous-comité du budget des dépenses du Sénat et des budgets de comités s'est réuni et a examiné les états financiers, qui ont ensuite été transmis au Comité de la régie interne, des budgets et de l'administration, et c'est maintenant le Comité de l'audit et de la surveillance qui en est saisi.

Le processus prévu a donc été suivi. Je ne pense pas que ce retard soit lié à E & Y. C'est essentiellement le processus qui a été approuvé.

Le sénateur C. Deacon : Nous savons que ce n'est pas un retard causé par E & Y; c'est un retard causé par le Sénat. Il faut trois ou quatre mois pour obtenir les états financiers audités, puis trois ou quatre mois pour les approuver. Je pense que nous avons encore beaucoup de progrès à faire de notre côté.

Le sénateur Loffreda : C'est clair, je veux dire, E & Y le fait en quatre mois, ce qui est assez rapide. C'est le Comité de la régie interne qui doit les approuver. S'il y avait une recommandation à faire, c'est le Comité de la régie interne qui doit approuver les états financiers. C'est aussi simple que cela. C'était ma question.

J'ai toutefois une autre question sur les états financiers concernant le niveau d'importance relative. Vous effectuez uniquement des tests de corroboration, n'est-ce pas? Vous ne vous fiez pas aux tests de conformité. J'ai deux choses à dire: j'aimerais connaître l'importance relative. Comme vous effectuez uniquement des tests de corroboration, jusqu'où allez-vous dans les contrôles internes? Étant donné que vous n'effectuez pas de tests de conformité, dans quelle mesure vous

compliance that determined your substantive, but that's way in the past and I'm sure today things have changed. I would like you to elaborate on that if you can.

Ms. Leblanc: Thank you for the question. The materiality is 2.5% of total expenditures. So it's well within the benchmark that we use for expenses —

Senator Loffreda: We have that but what dollar amount?

Ms. Leblanc: It's \$3.2 million.

Senator Loffreda: That doesn't mean you don't test anything below \$3.2 million.

Ms. Leblanc: Correct.

Senator Loffreda: It means that if you find an error, it is \$3.2 million that's your materiality.

Ms. Leblanc: That's correct.

Senator Loffreda: But you do test the smaller amounts?

Ms. Leblanc: Yes. We do use fraction of this materiality to determine our testing thresholds at the actual account level. It doesn't mean that we don't pick items, like samples, for instance, like an invoice or a transaction for testing if it's below this number. That's just the overall number that we use to make our final conclusion on the financial statements. When we do our test of detail —

Senator Loffreda: Accumulation of errors.

Ms. Leblanc: Accumulation of errors, yes.

Senator Loffreda: You can find \$1 million in errors, but it is still not material?

Ms. Leblanc: Correct. But we do have a threshold where we would report uncorrected errors that are above our reporting thresholds that is much lower as well. That's 5% of materiality, where we would report errors in the results report as well as to management and would present them to the committee if they are uncorrected.

Again, just to reiterate on the point, when we select our samples or the transactions that we will actually be testing, we look at some what we call key items that are mainly based on a quantitative threshold, but that's one aspect. And then we pick

fiez-vous aux contrôles internes, puisqu'il n'y a pas de conformité? Je me rappelle que lorsque je travaillais dans l'audit, c'était la conformité qui déterminait l'importance relative, mais c'est loin derrière nous et je suis certain que les choses ont changé. J'aimerais que vous nous en disiez plus à ce sujet si vous le pouvez.

Mme Leblanc : Je vous remercie de la question. L'importance relative représente 2,5 % des dépenses totales. C'est donc largement dans les limites du seuil que nous utilisons pour les dépenses...

Le sénateur Loffreda : Nous avons cette donnée, mais quel est le montant en dollars?

Mme Leblanc : C'est 3,2 millions de dollars.

Le sénateur Loffreda : Cela ne signifie pas que vous ne testez rien en dessous de 3,2 millions de dollars.

Mme Leblanc : C'est exact.

Le sénateur Loffreda : Cela signifie que si vous relevez une erreur, l'importance relative est de 3,2 millions de dollars.

Mme Leblanc : C'est exact.

Le sénateur Loffreda : Mais vous testez les plus petits montants?

Mme Leblanc : Oui. Nous utilisons une partie de cette importance relative pour déterminer nos seuils de test pour les comptes. Cela ne signifie pas que nous ne sélectionnons pas des éléments, comme des échantillons, par exemple une facture ou une transaction, pour les tester s'ils sont inférieurs à ce montant. C'est seulement le chiffre global que nous utilisons pour tirer notre conclusion finale sur les états financiers. Quand nous effectuons des tests de détail...

Le sénateur Loffreda : L'accumulation des erreurs.

Mme Leblanc : L'accumulation des erreurs, oui.

Le sénateur Loffreda : Vous pouvez relever des erreurs au coût de 1 million de dollars, mais ce n'est toujours pas important?

Mme Leblanc : C'est exact. Nous avons un seuil à partir duquel nous signalons les erreurs non corrigées qui dépassent nos seuils de signalement, qui sont également beaucoup plus bas. C'est un seuil de 5 % d'importance relative, à partir duquel nous signalons les erreurs dans le rapport sur les résultats ainsi qu'à la direction et les présentons au Comité si elles ne sont pas corrigées.

Encore une fois, pour réitérer ce point, quand nous sélectionnons nos échantillons ou les transactions que nous testerons, nous examinons ce que nous appelons les éléments clés qui sont principalement basés sur un seuil quantitatif, mais

random samples throughout the population. So regardless of the size of the transaction, there is a large portion of our samples that will be comprised of smaller transactions. Again, that's just to address the statistical risk of errors.

So we do look at amounts that are way below this amount. This is just used to form our final conclusion.

In terms of your other questions on how deep we dive into the controls, again, you are right. Our audit strategy is fully substantive. It has been determined to be the most efficient audit approach based on the nature of the operations of the Senate as well as the volume of them. We do gain an understanding of the controls. We do walk them through for every significant process.

What does that mean? That means we will pick a sample transaction for, let's say, a contract or an expense, and we will understand how the contract was entered into or how the goods were requested or services requested, how were they approved, and what kind of path that transaction follows and the controls along the way where we gain an understanding of them. That's the extent to which we look into controls.

It is a little bit to the same extent for the use of IT in the audit, where we gain an understanding of the controls that are in place but don't necessarily then test the operative effectiveness of those throughout the year.

Senator Loffreda: Thank you.

The Chair: And your question is with regard to the 2025 audit results?

Senator C. Deacon: Just to build on something, and Senator Loffreda asked a number of questions that I was very keen on. I just have one last question about the run informatics software. I don't have any software in my life that I am aware of that I buy. It is all SaaS, rented as a service, software as a service. I see that we are buying software. I'm intrigued about that. It wouldn't be a very large amount of what we use, I would think, but as an organization?

Maybe, Pascale, you are the —

Ms. Legault: I will turn it over to the team to provide some detail if we have it, and if we don't, we will provide the detailed breakdown.

Senator C. Deacon: I was surprised to see the amortization period, because as a rule, we just rent software now, because it is always changing and always needs an update for cybersecurity reasons. Having it on our own is —

ce n'est qu'un aspect. Nous choisissons ensuite des échantillons aléatoires dans la population. Donc, peu importe la taille de la transaction, une grande partie de nos échantillons sera composée de transactions plus petites. Là encore, cela vise uniquement à pallier le risque statistique d'erreurs.

Nous examinons des montants qui sont bien inférieurs à ce montant. Cela sert uniquement à tirer notre conclusion finale.

En ce qui concerne vos autres questions sur l'exhaustivité de l'examen des contrôles, vous avez encore raison. Notre stratégie d'audit est entièrement axée sur l'importance relative. Il a été établi que c'est l'approche d'audit la plus efficace compte tenu de la nature et du volume des opérations du Sénat. Nous acquérons une bonne compréhension des contrôles. Nous les examinons pour chaque processus important.

Qu'est-ce que cela signifie? Nous sélectionnerons un échantillon de transactions, par exemple un contrat ou une dépense, et nous chercherons à comprendre comment le contrat a été conclu ou comment les biens ou les services ont été demandés, comment ils ont été approuvés, quel cheminement a suivi la transaction et quels sont les contrôles qui ont été effectués tout au long du processus afin de les comprendre. C'est dans cette mesure que nous examinons les contrôles.

Il en va de même pour l'utilisation des TI dans l'audit, où nous acquérons une compréhension des contrôles qui sont en place, mais ne testons pas nécessairement leur efficacité opérationnelle tout au long de l'année.

Le sénateur Loffreda : Merci.

Le président : Et votre question porte sur les résultats de l'audit de 2025?

Le sénateur C. Deacon : Je veux seulement revenir sur un point, et le sénateur Loffreda a posé plusieurs questions qui m'intéressaient beaucoup. J'ai juste une dernière question à propos du logiciel. À ma connaissance, je n'ai jamais acheté de logiciel de ma vie. Tout est SaaS, loué en tant que service, un logiciel en tant que service. Je vois que nous achetons des logiciels. Cela m'intrigue. Je pense que cela ne représente pas une somme très importante par rapport à ce que nous utilisons, mais en tant qu'organisation?

Madame Legault, vous pouvez peut-être...

Mme Legault : Je vais demander à l'équipe de fournir des détails si nous en avons et, si ce n'est pas le cas, nous vous remettrons une ventilation détaillée.

Le sénateur C. Deacon : J'ai été surpris de voir la période d'amortissement, car en règle générale, nous louons simplement des logiciels, car ils changent constamment et nécessitent toujours une mise à jour pour des raisons de cybersécurité. Le fait d'avoir nos propres...

Amipal Manchanda, Chief Audit Executive, Office of the Chief Audit Executive, Senate of Canada: I am just wondering if it is software licenses.

Ms. Legault: It could be that.

But if I may, Mr. Chair, when we discuss the hardware, the informatics hardware, the largest investment, it was more in the committee room. That is really because we need to upgrade. The equipment has a useful life, and we need to basically invest and keep up with the House of Commons to ensure that our equipment remains up to date.

Senator C. Deacon: I'm thinking information related, so this is media related? Okay.

Ms. Legault: Yes, we definitely have that. If you want a breakdown of exactly —

Senator C. Deacon: No, that explains it. I'm sorry. My head was totally in information-related versus media-related software.

Thank you.

The Chair: We have come to the conclusion of comments and questions, and I just want to thank you again for your presentation and also for answering our questions.

We're going to move in camera.

(The committee continued in camera.)

Amipal Manchanda, premier dirigeant principal de l'audit, Bureau du premier dirigeant principal de l'audit, Sénat du Canada : Je me demande simplement s'il s'agit de licences d'utilisation de logiciels.

Mme Legault : Ce pourrait être le cas.

Mais si vous me le permettez, monsieur le président, lorsque nous parlons de matériel informatique, qui représente l'investissement le plus important, c'est plutôt dans la salle du comité. C'est parce que nous avons vraiment besoin de moderniser notre équipement. L'équipement a une durée de vie utile, et nous devons essentiellement investir et suivre le rythme de la Chambre des communes pour nous assurer que notre équipement reste à jour.

Le sénateur C. Deacon : Je pense que c'est lié à l'information, alors c'est lié aux médias? D'accord.

Mme Legault : Oui, nous avons certainement ces renseignements. Si vous voulez une ventilation exacte de...

Le sénateur C. Deacon : Non, cela explique tout. Je suis désolé. Je pensais au fait que c'est lié à l'information par opposition aux médias.

Merci.

Le président : Nous arrivons à la fin des commentaires et des questions, et je tiens à vous remercier encore une fois de votre déclaration et de vos réponses à nos questions.

Nous allons passer à huis clos.

(La séance se poursuit à huis clos.)